

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE  
DU CADASTRE MINIER

Arrêté N°2024 <sup>2024/131</sup>/MEMC/SG/DGCM  
portant premier renouvellement du permis de  
recherche n°3249 dénommé « TOUGUE » à la  
société ELOHIM GOLD CORPORATION SARL  
« IFU :00105274T »

LE MINISTRE DE L'ENERGIE, DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 ;
- VU la loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 et son modificatif, la loi n°012-2023/ALT du 25 juillet 2023 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n°2022-0924/PRES-TRANS du 21 octobre 2022 et son rectificatif, le décret n°2023-0017/PRES-TRANS du 12 janvier 2023 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2023-1738/PRES-TRANS/PM du 17 décembre 2023 portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2022-00996/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n°2023-0255/PRES-TRANS/PM/MEMC du 21 mars 2023 portant organisation du Ministère de l'Energie des Mines et des Carrieres ;
- VU le décret n°2017-0036/ PRES/ PM/ MEMC/ MATDSI/ MINEFID/ MEEVCC/ MCIA du 26 janvier 2017 portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n°2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017 et son modificatif, le décret n°2023-1454/PRES-TRANS/PM/MEMC/MEFP du 27 octobre 2023 portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'arrêté n°2023-384/MEMC/SG/DGCM du 01 septembre 2023 portant organisation, attributions et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2018-220/MMC/SG du 03 octobre 2018 portant détermination de la nature, du volume minimum des travaux et du montant des dépenses minimales annuelles au kilomètre carré en phase de recherche minière ;
- VU l'arrêté n°2018-218/MMC/CAB du 03 octobre 2018 fixant le contenu des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et bénéficiaires d'autorisations ;
- VU l'arrêté n°2017-024/MMC/SG/DGCM du 03 mai 2017 portant définition d'une unité cadastrale dans le domaine minier ;

- VU l'arrêté n°2020-308/MMC/SG/DGCM du 30 décembre 2020 portant octroi du permis de recherche n°3249 dénommé « TOUGUE » à la société ELOHIM GOLD CORPORATION (IFU : 00105274T) ;
- VU la demande n°3249 de la société ELOHIM GOLD CORPORATION enregistrée le 29 septembre 2023 ;
- VU la lettre n°023/0881/MEMC/SG/DGCM du 14 décembre 2023 portant invite à payer des droits de premier renouvellement d'un montant de trois millions (3 000 000) de francs CFA ;
- VU la quittance n°0879089 du 15 février 2024 de paiement effectif des droits de premier renouvellement ;

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Il est renouvelé au profit de la société **ELOHIM GOLD CORPORATION SARL**, ayant son siège à Ouagadougou, Burkina Faso, 01 BP 1871 Ouagadougou 01, téléphone : +226 79 44 77 77, le permis de recherche n°3249 dénommé « **TOUGUE** », situé dans les communes de **Gomboro, Zogoré, Tangaye et Thiou**, provinces du **Sourou et du Yatenga**, régions de la **Boucle du Mouhoun et du Nord** pour la recherche de l'or, de l'argent, du cuivre et du zinc.

**ARTICLE 2 :** Ce permis couvre une superficie de **99,005 km<sup>2</sup>**. Il est défini par les sommets dont les coordonnées projetées (X, Y) en BFTM sont les suivantes :

Coordonnées en BFTM (XY)					
Sommets	X	Y	Sommets	X	Y
A	482 200	1 495 800	M	471 900	1 498 400
B	482 300	1 495 800	N	471 800	1 498 400
C	482 300	1 496 000	O	471 800	1 490 400
D	482 400	1 496 000	P	469 400	1 490 400
E	482 400	1 495 300	Q	469 400	1 506 300
F	482 900	1 495 300	R	472 700	1 506 300
G	482 900	1 496 100	S	472 700	1 505 300
H	482 300	1 496 100	T	475 800	1 505 300
I	482 300	1 503 600	U	475 800	1 505 200
J	479 800	1 503 600	V	485 200	1 505 200
K	479 800	1 503 700	W	485 200	1 490 400
L	471 900	1 503 700	X	482 200	1 490 400
Système de Référence ITRF 2008 /Projection BFTM					



**ARTICLE 3 :** La validité du permis va du **30/12/2023** au **29/12/2026**. Il peut être renouvelé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

**ARTICLE 4 :** En cas de renouvellement, la société **ELOHIM GOLD CORPORATION SARL** doit déposer au service en charge du Cadastre minier un dossier complet au moins 90 jours avant l'expiration de la période de validité du permis.

Toute demande de renouvellement déposée après le délai susvisé est irrecevable.

**ARTICLE 5 :** Les terrains couverts par le permis sont libérés de tous droits et obligations en résultant à compter de zéro heure le lendemain de sa date d'expiration en cas de non renouvellement.

**ARTICLE 6 :** La société **ELOHIM GOLD CORPORATION SARL** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du Code minier en vigueur.

**ARTICLE 7 :** Les exonérations douanières et fiscales mentionnées à l'article 6 du présent arrêté excluent les taxes et redevances pour services rendus.

**ARTICLE 8 :** Pendant cette période de validité, la société **ELOHIM GOLD CORPORATION SARL** est tenu au paiement annuel de taxes superficielles proportionnellement à la superficie du permis. Même après expiration dudit permis, les arriérés de paiement de ces taxes restent dus.

**ARTICLE 9 :** La société **ELOHIM GOLD CORPORATION SARL** est tenue de communiquer à la Direction Générale des Mines et de la Géologie :

- au plus tard soixante (60) jours après la date anniversaire d'attribution du permis, un rapport d'activités annuel en trois (03) exemplaires, formats papier et numérique sur les résultats des travaux de recherche de l'année établi selon les canevas définis par la réglementation en vigueur ;
- le programme et le budget prévisionnel des activités de chaque année durant la validité du permis ;
- tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
- un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis.

En outre, elle est tenue :

1. de respecter la réglementation applicable en matière de protection de l'environnement, des sites du patrimoine archéologique et culturel national ;

2. d'informer les autorités locales du ressort du permis de la nature des travaux à réaliser lors du séjour de ses équipes sur le terrain ;
3. de réaliser les travaux de recherche géologique et minière dans le respect du montant minimum au kilomètre carré prévu par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10 :** Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à la société **ELOHIM GOLD CORPORATION SARL** de mener des activités d'exploitation.

**ARTICLE 11 :** Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

**ARTICLE 12 :** Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en la matière.

**ARTICLE 13 :** Le présent arrêté est enregistré, publié au Journal Officiel du Faso et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le

9 MARS 2024



**Yacouba Zabré GOUBA**  
Chevalier de l'Ordre du Mérite  
de l'Economie et des Finances

**Ampliations :**

- 1- ITS
- 1- DGCM
- 1- DGCM
- 1- BUMIGEB
- 1-DCMEF
- 1- IDEM
- 1- SP /ITIE
- 1- DGD/ MEFP
- 1- DGI/ MEFP
- 3- la société ELOHIM GOLD CORPORATION SARL
  - 1 - Gouvernorat / Région de la Boucle du Mouhoun
  - 1 - Gouvernorat / Région du Nord
  - 1 - Haut-Commissariat /Province du Sourou
  - 1 - Haut-Commissariat /Province du Yatenga
  - 1 - Mairie de Gomboro
  - 1 - Mairie de Zogoré
  - 1 - Mairie de Tangaye
  - 1 - Mairie de Thiou
  - 1 -J.O.
  - 1 - Classement

